

Le sommet du G20 le 2 avril à Londres a été pris trop au sérieux par tout le monde ou presque. Experts et critiques l'ont analysé comme s'il avait été conçu pour que les Etats participants y accomplissent de quelconques changements de politiques. Le fait est que tous ceux qui y sont allés savaient par avance qu'aucun changement significatif n'en résulterait et que les quelques changements mineurs qui y ont été entérinés auraient pu être conclus en se passant de cette réunion.

L'objet du sommet, pour les Etats-Unis, pour la France et l'Allemagne, pour la Chine, était de montrer à leur opinions publiques que face à une situation économique calamiteuse ils « faisaient quelque chose » alors qu'ils ne faisaient rien, en fait, qui puisse de façon significative sauver un navire en plein naufrage.

Le sommet était peut-être plus important pour le président Obama. Il y est allé pour démontrer trois choses : qu'il était personnellement populaire dans le monde entier ; qu'il se présenterait en usant d'un style diplomatique radicalement différent de celui de George W. Bush ; que ces deux éléments réunis feraient la différence.

Obama a certainement fait la démonstration des deux premières choses. Les foules l'ont acclamé partout où il passait : tant à Londres, Strasbourg, en Allemagne, à Prague et en Turquie que par les soldats américains en Irak.. *Idem* pour Michelle Obama. Et il a certainement eu recours à un style diplomatique différent. Ses interlocuteurs ont tous dit qu'il les prenait au sérieux, les écoutait attentivement, admettait les erreurs du passé et les limites des Etats-Unis et qu'il semblait ouvert à des solutions de compromis pour régler les différends diplomatiques. Ils n'auraient pu accuser George W. Bush de rien de tout cela.

Mais cela a-t-il contribué en quoique ce soit à la réalisation des objectifs diplomatiques des Etats-Unis ? Il est dur de voir ainsi les choses. Le débat entre l'approche américaine, soutenue par la Grande-Bretagne et le Japon, consistant à rallumer le moteur de l'économie-monde (plus de « stimulus »), d'une part, et l'approche franco-allemande (plus de « régulation » internationale des institutions financières), d'autre part, n'a été aucunement résolu. Quelque soient les mérites des deux arguments, les deux camps sont restés sur leurs positions et le communiqué est simplement passé sur ces divergences.

Certes, le G-20 s'est entendu sur un paquet de 1100 milliards de dollars pour le Fonds monétaire international (FMI), afin de permettre à celui-ci d'émettre des « droits de tirage spéciaux » (DTS) en tant qu'élément d'un « *plan mondial de relance d'une ampleur sans précédent* ». Mais comme nombre de commentateurs l'ont souligné, l'ampleur de ces efforts est bien inférieure à ce qu'on laisse entendre. Tout d'abord, pour une part, ce ne sont pas des fonds nouveaux. En deuxième lieu, il s'agit de financements, pas nécessairement de dépenses. Troisièmement, 60% des DTS sont destinés aux Etats-Unis, à l'Europe et à la Chine qui n'en ont pas besoin. Et enfin, 1100 milliards, ce n'est pas tant que ça à côté des 5000 milliards déjà apportés par les plans de relance fiscale partout dans le monde.

Tout le monde s'est élevé contre le protectionnisme et a proposé de faire quelque chose à ce sujet. Mais aucune mesure contraignante n'a été adoptée. De surcroît, il existe trois différents types de protectionnisme. Le premier consiste à protéger ses propres industries, ce que quasiment tous les membres du G20 pratiquent déjà et continueront de faire. Le deuxième consiste à réguler les *hedge funds* et les agences de notation. Les Chinois applaudissent des deux mains tandis que les Etats-

Unis et l'Europe occidentale sont hésitants. Le troisième, c'est la régulation des paradis fiscaux. Les Européens poussent dans ce sens, les Chinois sont très réticents et les Etats-Unis sont quelque part entre les deux. Londres n'y a rien changé.

Les Français et les Allemands ont, plus qu'autre chose, semblé utiliser le sommet pour démontrer qu'ils continueraient de refuser à Obama les engagements géopolitiques qu'ils refusaient de consentir à Bush. L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* a eu la dent dure. Pour lui, la cause du désastre financier est le comportement de « *producteur de pavot* » de George W. Bush qui a « *inondé le monde entier [en dollars bas de gamme] (...) créant de ce fait une croissance factice et une bulle spéculative (...)* ». Pire encore, « *le changement de gouvernement à Washington n'a pas eu pour effet un retour à la retenue et à la solidité. Au contraire, il a conduit à encore plus de laissez-aller* ». Sa conclusion : « *la chancelière allemande Angela Merkel a raison. L'Occident est peut-être bien en train de s'administrer à lui-même une dose mortelle* ».

Dans l'arène géopolitique, l'approche franco-allemande sur l'Afghanistan reste inchangée : soutien verbal aux objectifs américains mais plus de nouvelles troupes. Seraient-ils disposés à accueillir des prisonniers libérés de Guantanamo ? L'Allemagne continue de s'y opposer catégoriquement. La France, magnanime, a accepté d'en accueillir un, oui vous avez bien lu : un.

Obama a donné un grand discours à Prague traçant les grandes lignes d'un appel au désarmement nucléaire, ce qui est censé être un grand changement par rapport à la position de Bush. En France, le quotidien conservateur *Le Figaro* raconte que dans l'entourage rapproché de Sarkozy, sa cellule diplomatique a eu un jugement très « *abrasif* » sur ce discours. Des relations publiques, rien d'autre, selon elle, qui masqueraient le fait que les négociations des Etats-Unis avec la Russie sur cette question ne vont nulle part. En outre, la France n'a pas à recevoir de leçons de morale des Américains. Autant pour le nouveau style diplomatique d'Obama censé apaiser les Européens de l'Ouest.

Ailleurs, son style n'a pas semblé rencontrer plus de succès auprès des Européens de l'Est dont le Premier ministre tchèque sortant, le conservateur Mirek Topolánek, a dénoncé les propositions de relance d'Obama, les qualifiant de « *route vers l'enfer* ». Le discours d'Obama devant le parlement turc lui a attiré des tonnerres d'applaudissements de toutes les factions (sauf de la droite proto-fasciste) pour son approche concrète et modulée des sujets intéressant la Turquie. Mais les observateurs ont noté que le langage tenu sur les questions touchant au Moyen-Orient était à la fois traditionnel et vague.

Ce que la Chine semblait attendre de ce sommet du G20 était simplement qu'il ait lieu. La Chine voulait être intégrée dans le petit cercle des grands de ce monde. Le fait de tenir une réunion du G20 a manifesté cette nouvelle réalité. En décidant de se réunir de nouveau, le G20 a ainsi confirmé la place de la Chine. Le G8 se réunira-t-il encore ? Cela dit, par bien des manières, la Chine n'a pas caché ses réserves concernant les décisions réelles. Elle a offert une somme dérisoire au nouveau paquet du FMI. Après tout, elle n'a reçu aucune garantie quant à une réforme réelle du fonctionnement du FMI qui pourrait lui accorder un rôle à sa mesure.

Ce que l'on peut dire, en résumé, c'est que les principaux acteurs se sont pavanés sur le devant de la scène internationale. Ont-ils jamais eu l'intention de faire plus que cela ? Probablement pas. La récession économique mondiale continue de cheminer, comme si le sommet du G20 n'avait jamais eu

lieu.

Par Immanuel Wallerstein

Immanuel Wallerstein

[Copyright Immanuel Wallerstein, distribué par *Agence Global*. Pour tous droits et autorisations, y compris de traduction et mise en ligne sur des sites non commerciaux, contacter: rights@agenceglobal.com, 1.336.686.9002 or 1.336.286.6606. Le téléchargement ou l'envoi électronique ou par courriel à des tiers est autorisé, pourvu que le texte reste intact et que la note relative au copyright soit conservée. Pour contacter l'auteur, écrire à: immanuel.wallerstein@yale.edu.

Ces commentaires, édités deux fois le mois, sont censés être des réflexions sur le monde contemporain, à partir non des manchettes du jour mais de la longue durée.]